

Chez le Président

Au Burundi pays enclavé au
cœur de l'Afrique, le pouvoir
use de la peur pour durer.

Au risque du pire.

Par Pierre Benetti

NGOZI - MWUMBA - BUYE

C'est une longue file silencieuse qui patiente sous le soleil déjà haut. Des hommes au t-shirt sale, des femmes qui portent un bébé endormi, des chauffeurs de taxi-vélo entrent peu à peu dans un stade en construction depuis des mois. « *Aucun sou de l'État n'a été dépensé!* », s'exclame un jogger, le gouverneur de la province de Ngozi. À l'intérieur du stade, des hommes au visage grave alignent la population à grands gestes accompagnés de coups de sifflet. Chacun s'en va porter un sac de ciment ou poser une brique.

Cela pourrait être une journée ordinaire de « travaux communautaires » au Burundi, mais ce matin-là d'autres hommes graves passent la foule au détecteur de métaux ; une douzaine de soldats, kalachnikov en bandoulière, surveillent les alentours ; la circulation est interrompue jusqu'à midi.

Le président de la République est en route sur ses terres. Car tout le monde le sait : Pierre Nkurunziza est né à quelques kilomètres d'ici, dans la commune de Mwumba, le 18 décembre 1963.

Une chanson à l'honneur de « Petero », son surnom, monte depuis la sono poussée à fond, tandis que des femmes en pagne accourent nettoyer les gradins avec des balais de branchages. Je demande pourquoi elles sont venues. « Pour M. Pierre Nkurunziza. »

Après deux heures d'attente, les reporters de la radio-télévision nationale s'agitent. Plusieurs pick-up de police entrent dans le stade, suivis de militaires qui trottent autour d'une Range Cruiser noire aux vitres blindées, d'où sort un petit homme moustachu en survêtement bleu ciel, assorti à sa casquette. Il sourit, agite la main, attrape une pelle. On lui tend une paire de lunettes de soleil. Il ne dit pas un mot, il creuse.

L'escorte forme un cercle autour du président burundais. Soudain, et on ne sait pas bien pourquoi, la séance prend fin. L'homme à la casquette serre quelques mains, sourit une dernière fois et remonte dans la Range Cruiser noire. La foule repart à pied vers les collines des environs. La visite du Président aura duré onze minutes.

DANS LE FIEF, LAPIN CHASSEUR ET HEINEKEN FRAÎCHES

Quelques jours plus tard, tout paraît normal à Ngozi. Seuls le marché central et sa farandole de garages, d'épiceries et d'ateliers rompent la quiétude des résidences à gardien et de la constellation de bananeraies et de caféiers qui entoure la ville. Dans les conversations, une ritournelle vante autant la fraîcheur du climat que le calme des habitants :

Des femmes en pagne nettoient les gradins avec des balais de branchages. Je demande pourquoi elles sont venues. « Pour M. Pierre Nkurunziza. » La visite du Président durera onze minutes.

« Ce n'est pas comme à Bujumbura. » La capitale, sa chaleur et ses gens affairés sont à deux heures et demie de route au sud, derrière un entrelacement de hautes collines où zigzague une seule route gou-dronnée.

« Tu vas à Ngozi, chez le Président ? Tu vas voir, c'est Las Vegas ! Il y a des hôtels partout ! », m'avait annoncé une journaliste burundaise exilée à Paris. Elle n'avait pas menti. La ville compte une douzaine d'hôtels apparus en moins de dix ans, soit déjà vieillots, soit alourdis de kitsch africanisant. Les plus anciens sont nés de programmes de coopération internationale, les plus récents sont liés à des proches du Président.

Il y a l'hôtel Haleluya, châtelet blanc et vert, entouré de barbelés et décoré de fresques de gorilles et de danseurs traditionnels ; l'hôtel Mashitsi à la lumière blafarde, sur les hauteurs de la ville, difficilement accessible sans voiture ; l'hôtel Belvédère où végètent sous les parasols, à la recherche d'un peu de WiFi, des journalistes sans travail depuis la fermeture des médias indépendants par le gouvernement ; ou encore l'Hôtel des plateaux, le plus chic et le plus couru de tous.

Devant un parking encombré de voitures officielles, une plaque rappelle l'inauguration par le Président de cet Hôtel des plateaux aux nappes immaculées, où la carte propose du lapin chasseur et des Heineken fraîches. La nuit y coûte cinquante jours de travail dans les champs de café. On s'habitue à y reconnaître au costume des hommes de la garde présidentielle (en vert), de la brigade de protection des institutions (en taches grises et blanches), de la brigade antiémeute (en bleu-gris) et des membres de la Documentation, le Service national de renseignements, parfois étonnamment reconnaissables malgré leur tenue civile.

Il y passe Willy Nyamitwe, le chef de la communication du Président, accroché à un « smartphone » géant et changeant de costume trois fois par jour. Ou Noël Ntibarutaye alias « abbé Noël », ami et conseiller du Président, natif lui aussi de Mwumba. Les entrepreneurs locaux y croisent les chefs et sous-chefs du parti présidentiel, le Conseil national de défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD).

Aux Plateaux, la dizaine de serveurs, en chemise blanche et nœud papillon noir, pianotent sur leur « smartphone » en attendant le client. Les plus anciens se souviennent qu'il y a dix ans les hôtels de Ngozi accueillaient des humanitaires et des diplomates. Ils ne reçoivent plus que les membres

des caravanes présidentielles et quelques représentants du programme alimentaire mondial ou de la Coopération suisse.

Au deuxième étage du bureau de la province, le plus haut bâtiment de Ngozi, un stylo à plume brille à la poche du costume anthracite du gouverneur. Le portrait du Président accroché au mur veille sur la conversation d'Albert Nduwimana, ancien chimiste récemment entré en politique, convaincu que le développement local date de la première élection du Président.

« Ici, tout va bien », répète le gouverneur. « Pas comme à Bujumbura », où dès l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, plusieurs quartiers manifestèrent, bloquant les routes, jetant des pierres puis s'armant progressivement. Jusqu'à l'arrêt du mouvement par les balles, les arrestations, l'exil ou le repli dans l'intérieur du pays. C'était le début d'*amugume* (« la crise »), le mot qu'on emploie au Burundi pour évoquer ce qui se passe depuis 2015. Le même que pour la guerre.

« LESSIVER » LES OPPOSANTS

Des habitants de Ngozi ont bien tenté d'imiter la capitale, ils ont vite été stoppés. Une chanson entraînante et désormais célèbre est née dans la province natale du Président avant même le début de la crise : « On persiste et signe que Pierre Nkurunziza se représentera, et ceux à qui ça ne plaît pas, nous allons les lessiver ! » Elle fut reprise tout au long de l'année par les miliciens de la ligue de jeunesse du parti présidentiel. Certains matins, quand les *Imbonerakure* font leur footing, on peut les entendre chanter à travers la ville.

De l'autre côté du monument défraîchi de l'indépendance, des dizaines de personnes attendent un acte de naissance ou un rendez-vous devant le bureau de l'administrateur communal. Mâchoire large sur un crâne rasé, Radjabu Songambere porte le même costume et emploie à peu près les mêmes mots que le gouverneur. Il ne veut pas tout de suite reconnaître qu'il est le chef local du parti présidentiel et réfléchit avant de répondre aux questions.

« Ngozi est très calme, mais il faut quand même contrôler les irréguliers contre l'insécurité. » Dans le langage burundais du moment, cela signifie une éventuelle embuscade d'hommes armés acquis à l'opposition. Ou une incursion depuis ce pays voisin dont on aperçoit déjà les premières collines depuis Ngozi, le Rwanda. Derrière la frontière attendent de revenir un jour au pays les opposants, les journalistes, les ex-putschistes et les simples exilés partis depuis 2015.

« C'est la province du Burundi où les habitants doivent être heureux », me dit un journaliste de Ngozi. Le propriétaire de l'Hôtel des plateaux s'est fait taper sur les doigts pour avoir tenté de fuir.

Devant une coupe de football en papier mâché, l'administrateur préfère parler de sa prochaine réalisation : un nouveau stade, en plus de celui déjà en construction. À l'entrée de son bureau, un communiqué de la police appelle à rendre les armes illégales, à côté d'une longue liste des propriétés mises aux enchères. Plusieurs grands commerçants ont quitté Ngozi en un an pour l'Ouganda ou le Mozambique. Même le propriétaire de l'Hôtel des plateaux s'est fait taper sur les doigts pour avoir tenté de fuir.

« C'est la province du Burundi où les habitants doivent être heureux », me dit un journaliste de Ngozi qui, lui, n'a pas voulu partir malgré la fermeture de sa radio par le gouvernement. En dépit de cette injonction, le Président a peut-être pensé, le 13 mai 2015, qu'il n'était plus le bienvenu chez lui.

Ce jour-là, le général Godefroid Nyombare, son ancien chef d'état-major, a annoncé à la radio la destitution du Président. Des habitants ont exulté, retiré leur t-shirt du parti, payé leur tournée de bières et de brochettes. D'autres ont tiré la gueule. Il y a eu bataille, des morts et des blessés. Les putschistes ont perdu. Et tout est rentré dans l'ordre. Le Président est revenu au pays, directement de Dar es-Salaam à son palais de Mwumba, son village natal.

« LE PRÉSIDENT, NOTRE PÈRE À TOUS »

Firmin habite sur la route qui mène chez le Président. Tous les matins, il enfourche son vélo et part enseigner l'anglais et le français. Quand il s'est installé à Ngozi, dans ce « quartier aux conditions de vie moyennes » situé en contrebas du centre-ville, la route ressemblait à d'autres : une piste tourbillonnant de poussière, dégoulinant de boue à la saison des pluies, remplie d'échoppes en bois et privée d'électricité le soir. Elle a été pavée depuis.

« Regardez comme les gens aiment Son Excellence ! », lance Firmin, désignant le bord de la chaussée où des troncs de bananiers ont été disposés tous les cinq mètres « en signe d'amour

et de prospérité pour le Président». Les pick-up de police et les Range Cruiser blindées sont les rares voitures à profiter des travaux. Ici, on circule plutôt à vélo ou à pied.

Firmin traverse un carré potager que partagent plusieurs familles, puis entre dans sa maison de deux pièces bouffée par l'humidité. Lui n'a pas mis de bananier devant sa porte, tout le monde dans le quartier croit à sa dévotion au Président. «*Mais c'est tout de même obligatoire, les chefs du quartier nous disent de le faire.*»

J'ai rencontré Firmin à une messe de l'Église du Rocher, la congrégation évangéliste de Denise, l'épouse du Président, elle-même ordonnée pasteur en 2011. Ce dimanche-là, la sœur et la nièce de Pierre Nkurunziza s'installaient dans les seuls fauteuils de l'église, devant des rangées de chaises en plastique. Il y avait aussi une sénatrice, l'ancien gouverneur et un commissaire de police régional.

L'église est toujours en construction. Des gravats s'amoncellent dans un coin, le sol est en terre battue, les murs en béton brut. Ce sera la plus grande des quinze églises de la province, avec cinq cents fidèles priant sous des néons, un orchestre, un service de protocole et un large toit en tôle qu'on aperçoit de loin. Un député a offert les vitres, mais le pasteur insiste: «*Le Président ne nous donne pas d'argent. D'ailleurs, il n'a pas de religion. C'est notre père à tous.*»

Converti il y a trois ans, Firmin a «*l'âge du Christ*», un sourire de pantin et des yeux écarquillés qui lui donnent l'air d'être toujours en adoration. Sa fiancée et ses sœurs prient aussi dans «*l'église du Président*». Lui-même participe à des séances de prières collectives tous les jours.

À quelques kilomètres se trouve Burundi Brewery, une usine de jus de fruits inaugurée en 2012 par le Président, mais tombée en faillite depuis. L'un de ses anciens actionnaires était un putschiste, en exil.

«*Ce qui arrive au Burundi, ce sont des diableries. Les opposants voient notre développement, notre paix et notre Président très populaire. Mais une prophétie dit que Satan sera vaincu lorsque Jésus reviendra.*»

Le prêche du pasteur parle d'unité. Un sourire malin traverse le visage de Firmin: «*Mes amis disent de mauvaises choses à propos de mon ethnie qui serait lâche, méchante, fainéante. Moi je ne dis rien, je plaisante. L'ethnie, c'est une invention pour en tirer des profits.*»

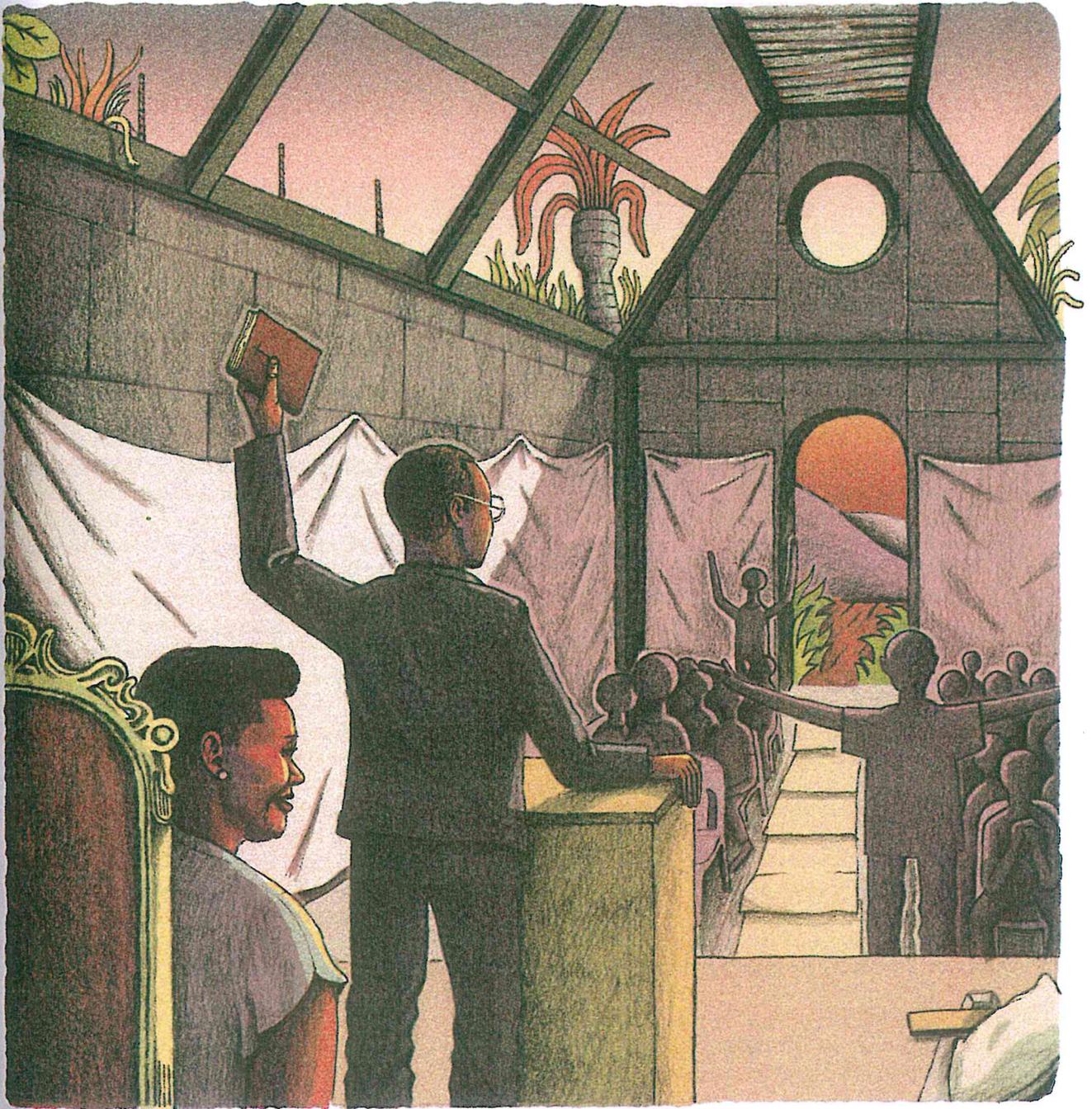
À l'Église du Rocher, Firmin est tutsi parmi de nombreux Hutu, mais il ne dit jamais ni l'un ni l'autre mot. «*Ce n'est pas bien d'être précis à l'église. Celui qui voit voit.*» Nous parlons plus bas. «*Ce troisième mandat a déterré la racine ethnique.*» L'année dernière, la fille qu'il «*devait marier*» l'a brutalement quitté, il a mis du temps à comprendre pourquoi. «*Ma nouvelle fiancée est 100 % de mon ethnie. J'ai appris que ces histoires, ça pouvait créer des séparations.*»

L'ESTAMPILLE DE CELUI QUI AURAIT ÉTÉ APPELÉ PAR DIEU

La sœur du Président clôt le culte en appelant à la «*protection*» du peuple burundais, puis s'en va derrière un militaire. À la mort de la mère de Firmin, elle a participé à la cotisation de la paroisse pour les funérailles. «*Je ne suis pas dans les ligues des jeunesses présidentielles. Mais j'essaie de ne pas approcher l'opposition, car sinon je devrais quitter l'église.*»

Un nouveau cortège passe dans la rue de Firmin en direction de la vallée de Vyerwa, occupée par une immense plantation d'ananas et d'avocats. La parcelle appartient à une association de cultivateurs soutenue par le Président, qui a également offert le ciment d'un nouveau bureau collinaire. À quelques kilomètres se trouve aussi Burundi Brewery, une usine de jus de fruits inaugurée en 2012 par le Président, mais tombée en faillite depuis. L'un de ses anciens actionnaires était un putschiste, en exil.

Les pick-up et les Range Cruiser passent devant une maison en ruines perdue au milieu des caféiers et montent la piste cahoteuse jusqu'à Buye, l'une des vingt-neuf collines de Mwumba. La route redevient asphaltée quand apparaît un lotissement de grandes maisons neuves, réservées aux déplacements de Komezza Gusenga («*Priez sans cesse*»), la chorale du Président, constituée de fidèles *born again*. La rue s'appelle Son-Excellence-Denise-Nkurunziza.



En 2013, la commune a remercié la femme du Président pour ses bienfaits, en particulier l'école hôtelière que finance ici sa fondation personnelle, Buntu, soutenue par des dons étrangers. L'année suivante, une association burundaise de lutte contre la corruption, l'Olucome, révélait l'octroi d'une licence d'exploitation d'une carrière de nickel à une société sud-africaine contre plusieurs versements et le don d'un véhicule à la fondation.

À Mwumba, une autre rue a été nommée Pierre-Nkurunziza. « Petero » est né à une vingtaine de kilomètres plus au nord, sur la colline Cahu. Là où son père, un des rares députés hutu du Burundi, s'était installé avec une aide-soignante tutsi avant de disparaître en 1972, arrêté et assassiné avec trois enfants de la famille. Il en reste trois autres, dont un fils handicapé mental dont personne ne dit

le nom. La mère vit désormais dans une vaste maison gardée par un mirador, sur la route qui mène à la permanence du parti présidentiel à Ngozi.

Le Président est donc de Cahu, mais c'est à Buye qu'il a fait construire son palais. Il le préfère à celui de Bujumbura aux accès désormais bloqués, ou à celui de Ngozi, œuvre d'un de ses prédécesseurs. C'est là, dit-on, qu'il se retire pour prendre de grandes décisions, qu'il jeûne et prie en commémoration du moment, aime-t-il raconter, où Dieu l'aurait appelé à la tête du Burundi.

UN CLIENTÉLISME SANS LIMITES

Le cortège pourrait pousser jusqu'à la vieille église anglicane en pierres rouges, dont les fidèles sont dépassés par les évangélistes de l'Église du Rocher. Ou jusqu'aux pailotes de son

«restaurant touristique», dont sont actionnaires l'administrateur, l'ancien gouverneur et l'«abbé Noël». Ou encore visiter les dix-sept écoles primaires, les neuf écoles secondaires, les huit centres de santé, l'hôpital, le poste de police ou le bureau communal rénovés. Mais les hommes armés descendent devant un stade de football, l'un des nombreux construits au Burundi en dix ans. Avant de prendre le maquis en 1995, Pierre Nkurunziza était professeur assistant de gymnastique à l'université.

Les projecteurs du stade se braquent sur le Halleluya FC, l'équipe de football où le Président, numéro 9, s'apprête à jouer parmi des vétérans, des policiers et des membres du parti. Les hommes de la Documentation sont les seuls spectateurs autorisés. Derrière les buts, une fresque montre les jeunes membres du Messenger, l'académie de football fondée en 2004 par le Président quand il n'était que ministre.

«On ne peut pas gagner contre lui», marmonne un jeune de l'équipe adverse, avant que les autres lui balancent un coup de coude dans les côtes. Sous les projecteurs, un joueur fait une passe molle au numéro 9, dont le maillot laisse deviner un gilet pare-balles.

Deux trentenaires à l'air adolescent regardent le match sans enthousiasme depuis la touche. Quand le Président joue avec le Halleluya FC, ils sont brancardiers; sinon ils sont serveurs, issus de la première promotion de l'école hôtelière de Buye. L'un a à sa charge, depuis la mort de son père, huit frères et sœurs et sa mère: «La vie est difficile. Sans la première dame, nous serions restés cultivateurs comme nos parents. Quand le Président passe, il nous offre des chaussures et des vêtements. C'est difficile de s'opposer à des gens qui t'offrent tout ça.» L'autre: «Les joueurs de Son Excellence ont un bus, alors on en profite pour rentrer à la maison.» Un homme s'approche pour écouter. Comme d'habitude, Halleluya FC remporte le match 2-1.

Les voitures officielles auraient aussi pu avancer jusqu'à l'une des plus belles maisons de Buye. Celle de Jean, avec des murs en briques, un toit en tôle surmonté de panneaux solaires, entourée d'une étable propre où repose une vache bien nourrie, une puce jaune à l'oreille. Pas une poussière dans le salon meublé de fauteuils avec coussins. À côté d'un minuscule drapeau du Burundi, un calendrier marqué d'un aigle noir et d'une branche de manioc, les symboles du parti présidentiel.

Jean est né «à l'époque des Belges». «À Mwumba, tout le monde travaille, on ne fait pas de politique.» Un ancien officier m'avait averti qu'«ici, même si tu n'as pas de carte d'un parti, tu fais de la politique». Après dix ans d'exil en Tanzanie, Jean a fini par rejoindre le parti présidentiel. Ses onze enfants aussi. «Pour développer le Nord», dit-il: «Avant 2005, il n'y avait pas de maisons à étages, peu de transports, pas de téléphone portable. Cela montre tout ce qu'a fait le Président pour nous.»

Le clientélisme prend des formes insoupçonnées. Dans la province, de nombreux toits en tôle ont fleuri en plus des vaches, des sacs de riz, des t-shirts et des stylos distribués par le parti. Quand les autorités ont annoncé offrir des tôles et des panneaux solaires à qui construirait une maison en briques, Daniel a quitté sa vieille maison en terre et investi. En 2013, le vieil homme a enfin obtenu l'électricité.

En ville, le clientélisme fonctionne aussi, mais dans l'autre sens. C'est quelque chose que les habitants de Ngozi répètent à mots couverts: les facilités de crédits bancaires accordées aux projets du Président et de ses proches, les coups de pouce donnés aux fidèles commerçants contributeurs, les dons en carburant aux voitures officielles par les entreprises, l'emprise du parti présidentiel et de ses apparentés sur les moindres associations.

«CEUX QUI SAVENT GARDER LE SECRET»

«Chez le Président, ce n'est qu'à deux heures et demie de marche. Le jour du coup d'État, nous étions prêts à venir le protéger.» Égide hoche la tête. Il flotte dans un vieux t-shirt à tête de mort, ses deux cicatrices au crâne sont cachées par un petit chapeau à losanges. Maigre et trapu, il est l'oncle de Firmin. Ce cultivateur respecté dirige un

«La vie est difficile. Sans la première dame, nous serions restés cultivateurs. Quand le Président passe, il nous offre des chaussures et des vêtements. C'est difficile de s'opposer à des gens qui t'offrent tout ça.»

groupement de dix ménages appelé « sous-colline », ainsi qu'un groupe de miliciens, ce qui lui donne le droit de régler des conflits fonciers ou de constater un accident de moto.

Le débit de boisson où il a ses habitudes, sur la route venant de Ngozi, est tapissé d'affiches à la gloire du Christ et de calendriers à l'effigie du Président. Pour parler, Égide demande une bière, puis une deuxième. Un ancien militaire, membre d'un parti d'opposition, apparaît et me salue. Un peu plus tôt, il me montrait sa vitre brisée et ses tuyaux coupés par des miliciens avant l'élection de 2015. Égide regarde le fond de sa bouteille.

« Les militaires tutsi du sud veulent reprendre le pouvoir. Ils vivent d'ailleurs dans les mêmes quartiers de Bujumbura que les manifestants », lâche-t-il d'une voix aussi nasillarde que celle d'un vieux poste de radio. Il a beau être tutsi, il se veut homme du nord comme le Président.

Égide est un papillon de la scène politique. Il s'est battu six ans avec un groupe armé hutu. Capturé, il a intégré l'armée nationale où il a été blessé à la cuisse dans les combats autour de Bujumbura. « Quand tu fais la guerre, tu enlèves le couvercle de la mort », dira-t-il à son neveu. Au fil des accords de paix successifs, le démobilisé a fini par rejoindre le parti présidentiel.

Je retrouve Égide dans une maison semblable à celle de Daniel, aux tôles offertes par le parti. Ses yeux perçants brillent de satisfaction. « Ici, on m'appelle "Général". Même des gens riches, des intellectuels et des conseillers collinaires respectent mes ordres. Tu sais pourquoi ? Parce que parmi les miliciens il y a les civils et les combattants. Et moi, je suis un combattant. »

Il pousse une porte en bois, revient avec trois t-shirts blancs des *Abagumyabanga* (« Ceux qui savent garder le secret »), le nom que se donnaient les rebelles pendant la guerre. Quel secret gardaient-ils ? À l'époque, celui qui trahissait la rébellion était tué.

Les membres du parti présidentiel ont conservé ce nom, inscrit en majuscule sur les permanences. Le premier t-shirt vante l'école primaire rendue gratuite par le Président, le deuxième appelle à voter pour le Président. Le dernier, le préféré d'Égide, est à l'effigie de l'ancien patron de la Documentation, le bras droit du Président assassiné en août 2015 dans des conditions mystérieuses. « C'était un grand homme, qui n'était pas de gros gabarit mais dont la parole était respectée. Comme moi. » Les arrestations arbitraires, les disparitions, les tortures, les scandales financiers liés au « grand homme »,

En attendant la guerre,
Égide rassemble son
groupe à la nuit tombée.
« Des jeunes déguisés en
policiers, mais qui portent
des bottes de jardinier »,
résume un habitant.

Égide n'en parle pas. Il chérit le souvenir de celui qui a transformé les jeunes du parti en petite armée personnelle.

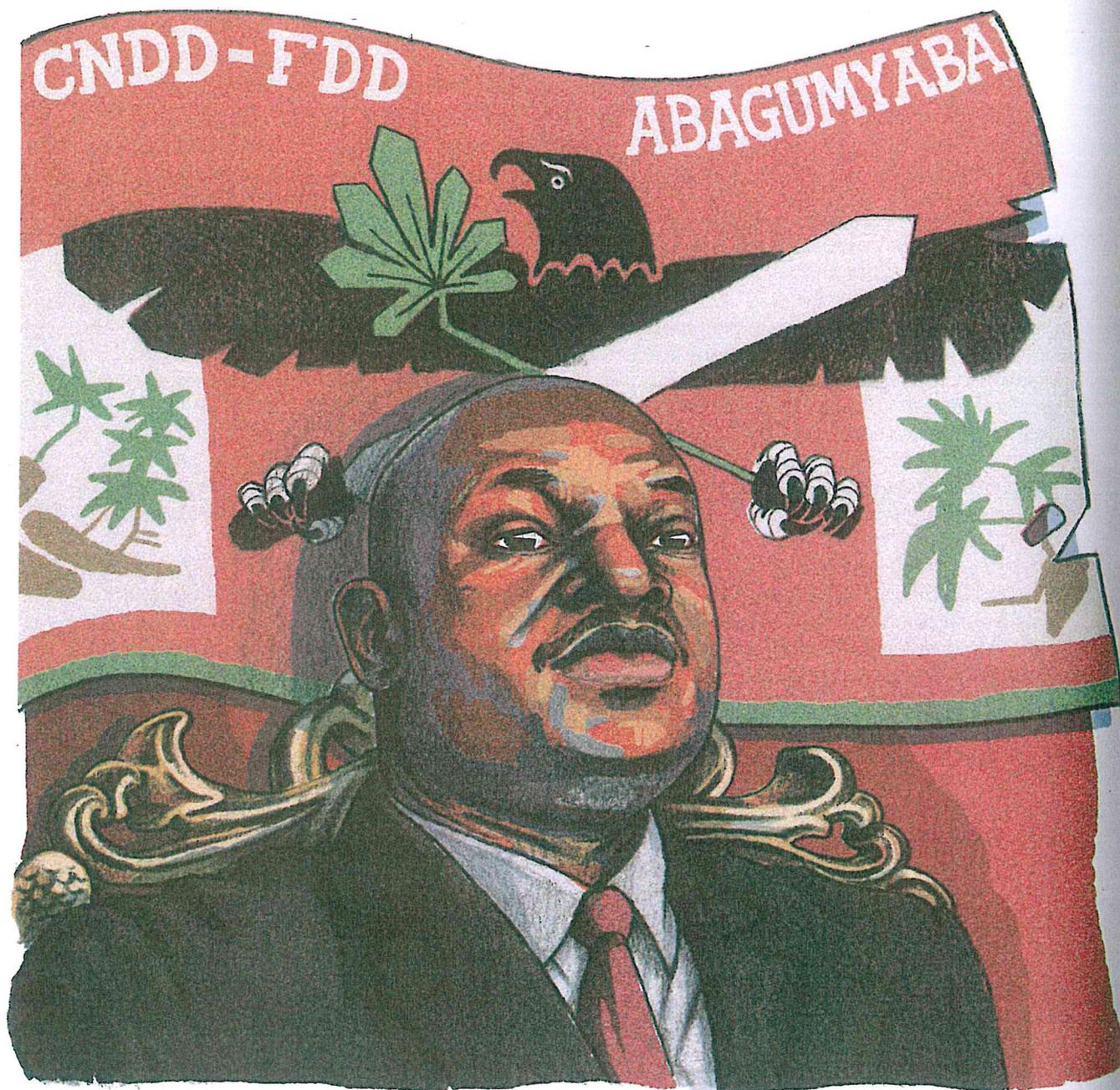
Égide lève l'index : « Si une attaque vient du Rwanda, nous nous défendrons. L'armée devant, les milices derrière. » En attendant la guerre, Égide rassemble son groupe à la nuit tombée, quand plus personne ne circule dans les rues de Ngozi ni sur les chemins des collines. « Des jeunes déguisés en policiers, mais qui portent des bottes de jardinier », résume un habitant. Les miliciens circulent jusqu'à l'aube et retrouvent leur travail, leur épouse et leurs amis le lendemain.

DES CRIMES INVISIBLES ET SILENCIEUX

Beaucoup d'histoires commencent en même temps que la patrouille. Au mois d'avril, les habitants d'une colline de Busiga ont vu une camionnette blanche avancer sur un chemin en pleine nuit jusqu'à l'endroit où une femme avait été enterrée quelques jours plus tôt. Le jour levé, on vint voir. Un pied dépassait de la terre retournée. On crut que la défunte avait été déterrée, on creusa : trois corps d'inconnus s'entassaient par-dessus le caveau, dont deux ligotés ensemble. On exhuma les trois morts pour les enterrer de côté. Aucune enquête n'a jamais été ouverte.

Aucune non plus sur ce vieux cultivateur membre d'un parti d'opposition, chassé de sa propriété de Mwumba par des voisins, puis blessé au couteau par un garçon connu comme milicien, et enfin tué au mois de mai par une grenade.

Ces histoires invisibles et silencieuses qui se déroulent chez le Président, deux hommes les connaissent bien. L'un, Fulgence, est un vieil homme sec à la voix rauque, avec des lunettes de soleil qui lui donnent un faux air de Ray Charles et cachent un œil de verre, vieux reste d'une bagarre de bistro. L'autre, Ernest, est un jeune qui parle trop fort et ressemble à un courtier, avec lunettes rondes, chemisette et attaché-case. Les deux se croisent souvent dans un bureau où deux « observateurs des droits de l'homme » font des rapports.



Le drapeau des Nations unies flotte au milieu du bâtiment blanc. Pour parler à ceux qui y travaillent, il faut faire une demande au bureau central de Bujumbura, qui ne répond pas.

Fulgence vient juste dire bonjour. Il n'a plus grand-chose à faire depuis l'arrêt des activités de l'association de défense des droits de l'homme où il travaillait. Les comptes de l'ONG ont été gelés, son président est parti en exil et plusieurs de ses proches ont été assassinés. On a même interdit à Fulgence de garder la vignette de l'association collée sur sa moto et de revenir dans son local, une petite maison blanche et rouge, en face de l'une des deux discothèques de Ngozi. Il y a toujours son numéro de téléphone sur la porte, mais Fulgence a donné consigne à l'imprimerie voisine de renvoyer les visiteurs. Les seules fois où il revient, c'est pour recharger son portable,

car sa colline est privée d'électricité. Chaque jour, il essaie d'avoir des informations sur ce qui se passe, mais il faut trouver l'argent pour les unités.

DANS LES COULISSES DE LA GUERRE SANS FIN

Ernest, lui, a le droit de s'entretenir avec le chef de mission au nom d'une association « créée en 2011 par le gouvernement pour contrer les défenseurs des droits de l'homme », reconnaît-il sans sourciller. Un pick-up klaxonne, Ernest salue de la main : « C'est le chef de la Documentation ! » Fulgence en est convaincu : Ernest est « dedans ». Ernest, lui, accuse les activistes d'être devenus « des politiciens ».

Les deux hommes se sont connus à la prison centrale de Ngozi quand le Burundi n'en finissait pas avec la guerre. Fulgence rendait visite aux prisonniers, la plupart ex-rebelles. « Qu'est-ce qu'on n'a pas fait pour eux à l'époque ! »

Ernest, lui, croupissait derrière les barreaux pour une attaque commise par le bataillon qu'il dirigeait. « Deux lance-roquettes, une mitrailleuse, vingt-six militaires tués ! » là même où, en 1972, une partie de sa famille avait été massacrée par l'armée et où, en 1993, le bras de son père avait été coupé par la machette d'un voisin.

Quand il évoque la vie qu'il menait moitié à l'université, moitié dans les forêts de la rébellion, Ernest a dans les yeux la même lueur de plaisir, de détermination ou de folie qu'Égide évoquant le bras droit du Président assassiné en 2015. « Ce que j'aimais, c'était l'idéologie antitutsi. Un jour, nous avons coupé trente-deux têtes que nous avons disposées sur des arbustes ! » Aujourd'hui, Ernest est marié à une Tutsi. « J'ai compris que la politique était la cause des malheurs des Hutu, pas les Tutsi. »

Fulgence s'est habitué aux menaces, aux accusations et aux oreilles qui écoutent dans les bars. Un gros nounours moustachu et débonnaire, souvent vêtu d'un sweat à capuche et de baskets blanches, agent plus ou moins retraité de la Documentation, l'a prévenu au début du troisième mandat du Président de se méfier encore plus. Cet homme, connu pour être le plus réglo si ce n'est le moins violent du service, accepte de parler tout en évitant d'évoquer directement son travail. Il dit vouloir simplement servir le Burundi, que le renseignement n'est qu'une affaire de bon sens, « et puis documentalistes et journalistes ont en commun la quête de la vérité, non ? C'est notre sale métier ».

Il dit aussi que, quand on a passé dix ans de sa vie en prison injustement, on souhaite l'éviter à d'autres. Peut-être faut-il le croire. En 1988, il fuyait

« Chez le Président, parler, c'est prendre des risques. Beaucoup de gens ont perdu la vie à cause de leur bouche. Nous applaudissons quand on dit que le Président est un envoyé de Dieu, nous nous taisons pour rester en vie. »

au Rwanda les massacres de Hutu dans sa commune natale, au nord de la province. En 1993, devenu administrateur, vite accusé d'avoir organisé des massacres de Tutsi, il était arrêté et condamné à mort. Dix ans à attendre la pendaison. Quand les rebelles arrivèrent au pouvoir, il était libre mais la politique lui courait après : « Toi qui as fait des études et as souffert, viens avec nous », lui a dit un cousin qui faisait carrière à la Documentation et deviendra un des plus proches du Président.

Les hommes de la Documentation sont désormais des petits jeunes recrutés parmi les miliciens, surtout dans la province du Président. Au fil des années, la Documentation s'est mise à travailler à la seule protection de l'enfant-roi de Mwumba. Pourquoi s'y dévouer ? « C'est notre papa. C'est lui qui m'a fait sortir de prison. Et, comme moi, il est hutu de père, tutsi de mère. »

SE TAIRE POUR RESTER EN VIE

La veille de mon départ, tout semble toujours normal à Ngozi. Des footballeurs du Halleluya FC, des policiers et des cadres du parti présidentiel trinquent autour de la piscine de l'hôtel Belvédère, rigolant devant un nain chantant sur scène Julio Iglesias en play-back, puis tout le monde part danser à la discothèque, y compris le commissaire de police. Des mendiants et des vendeurs de cacahuètes s'agglutinent autour du bus. Des femmes portent des sacs de charbon sur le côté de la route, des enfants jouent avec un ballon de tissu. Le véhicule s'arrête au barrage de police à la sortie de la ville.

En montrant mon passeport à un policier aux yeux piqués de sang, je repense aux mots de Firmin : « Il faut continuer de prier. Chez le Président, parler, c'est prendre des risques : si tu parles en faveur d'un côté, l'autre peut t'éliminer ; mais si tu parles à Dieu, tu es protégé. Vous savez, il y a des tracasseries que l'hypocrisie résout. » Il n'y a pas qu'une vérité dans une vie. « Beaucoup de gens ont perdu la vie à cause de leur bouche. C'est difficile de cohabiter si tu n'es pas du parti du Président, c'est difficile de trouver un travail si tu ne fais pas de politique. Nous applaudissons quand on dit que le Président est un envoyé de Dieu, nous nous taisons pour rester en vie. »

Firmin se mariera bientôt à l'Église du Rocher. Égide souhaite que le Président se représente aux élections de 2020. Fulgence, l'homme à l'œil de verre, a peur de voir un jour ses deux enfants arrêtés. Ernest espère être nommé à la Documentation. L'agent de renseignements, lui, a été interrogé par ses propres collègues. 📄

il
e,

ef
ll
es
In
st
st
se

i-
en
iit
es.
! »

Le Burundi

Enclavé entre la Tanzanie, la République démocratique du Congo et le Rwanda, le Burundi, pays de 27 000 km², soit la Bretagne, compte un peu plus de 10 millions d'habitants, dont la majorité vit à l'extérieur de la capitale, Bujumbura.

Dans ce pays classé le plus pauvre du monde par les Nations unies, l'économie, essentiellement agricole (bananes, haricots, manioc, café) est basée sur l'autosubsistance.

Colonisé par les Allemands puis les Belges, le Burundi a longtemps été dirigé – après l'indépendance en 1962 – par une élite tutsi. Des cycles de violence l'ensanglantent régulièrement, en particulier en 1972 lorsque l'armée élimine les élites hutu.

En 1993, l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, plonge le pays dans plus de dix ans de guerre civile où s'affrontent de multiples groupes armés. Celle-ci prend fin en 2000 avec un accord de paix et de réconciliation signé à Arusha, en Tanzanie. Les derniers combats importants ont lieu en 2008. Mais les tensions restent très vivaces : une guerre sourde succède à la guerre ouverte.

Le « faux jumeau » du Rwanda

Difficile de parler du Burundi sans faire référence à son voisin du nord. L'ampleur du génocide des Tutsi rwandais de 1994 et les nombreuses similarités entre les deux pays biaisent souvent le regard sur

l'histoire burundaise. Burundais et Rwandais parlent des langues proches (le kirundi et le kinyarwanda) et se sont structurés en des catégories communes (Hutu, Tutsi et Twa).

Surtout, les deux pays ont traversé des moments de violence politique, ayant eu à chaque fois des répercussions sur leur voisin et présentant certains traits communs, notamment la manipulation des sentiments communautaires.

Rwanda et Burundi ont pourtant chacun leur histoire propre, l'un étant en quelque sorte le « faux jumeau » de l'autre, selon l'historien Jean-Pierre Chrétien.

Alors que le Burundi a, par exemple, mis en place un système de quotas entre Hutu et Tutsi, toute référence à ces catégories forgées en système par le colonisateur a été bannie du vocabulaire officiel de l'après-génocide rwandais.

Un pays violenté

Malgré un vaste mouvement de révolte dans le pays et l'opposition d'une partie de son camp, le président burundais Nkurunziza force en 2015 sa troisième élection, théoriquement interdite aux termes de la Constitution du pays. Sa troisième prise de fonction marque le début de la crise qui secoue actuellement le pays.

Pour mater la contestation, la répression démarre. Elle est sévère. De multiples violations des droits de l'homme menées par la police, les *Imbonerakure* et les services de renseignements sont enregistrées.

Parallèlement, Bujumbura, la capitale, subit des attaques non revendiquées à la grenade. Des assassinats ciblés visent en particulier d'importants responsables de l'armée. Plusieurs mouvements de rébellion armée sont créés, en particulier par d'anciens officiers militaires. La presse indépendante est la cible de nombreuses violences.

Les Nations unies et l'Union africaine déploient au Burundi des observateurs des droits de l'homme. La Cour pénale internationale (CPI) ouvre une enquête sur la base de plusieurs plaintes déposées par des proches de disparus.

Les autorités burundaises se raidissent et s'opposent à toute intervention étrangère. Elles refusent également de participer aux pourparlers avec l'opposition ouverts par l'Union africaine. L'été dernier, le gouvernement s'oppose au déploiement de 228 policiers prévu par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

À l'intérieur du pays, de graves pénuries touchent aujourd'hui les produits de première nécessité (carburant, charbon, sucre) et les prix augmentent. La crise à l'origine politique a mué en guerre sourde, aggravée par la brutale dégradation de la situation économique et sociale. Les aides étrangères ont été suspendues, le pays manque de devises. Plusieurs secteurs économiques sont sinistrés. Plus de trois cent mille Burundais ont quitté leur pays en un an.

0 250 500
km

Des clivages réactivés



Marche contre la réélection du président Nkurunziza à un troisième mandat, juin 2015. DR

Dans une société meurtrie par son histoire récente et confrontée à une grave crise postélectorale, le président Pierre Nkurunziza et son parti se présentent comme les mieux à même de défendre les intérêts et la mémoire des Hutu, majoritaires au Burundi, contre les tenants de l'ancien régime tutsi. Et peu importe si une large part de l'opposition est constituée de Hutu.

Décrire la crise en des termes «ethniscants» est une des cartes jouées ouvertement par ce régime à bout de souffle. Confronté à une opposition politique mêlant Hutu et Tutsi, à une forte dégradation des conditions de vie et à une crise de légitimité, le pouvoir burundais entend réactiver les plaies du passé pour garder la main.

Un an après avoir durement réprimé les rassemblements d'opposants, le gouvernement a ainsi organisé et soutenu en avril 2016 une manifestation commémorant les massacres de Hutu de 1972. Du jamais vu dans ce pays, où les clivages politiques, ethniques et mémoriels restent forts.

Cette ethnicisation à outrance prend désormais la forme d'un discours ciblant le Rwanda, accusé d'être à l'origine de tous les maux du Burundi et associé à l'ancienne puissance coloniale belge. Dirigé par Paul Kagame, le Rwanda qui a accueilli de nombreux réfugiés et opposants en fuite mènerait, selon Bujumbura, une campagne de déstabilisation. Plusieurs discours officiels du parti au pouvoir au Burundi ont récemment mis en cause l'existence du génocide des Tutsi du Rwanda en 1994.

La milice des «Imbonerakure»

Officiellement, les *Imbonerakure* («Ceux qui voient loin» en kirundi) est un mouvement qui rassemble les jeunes du CNDD-FDD, le parti au pouvoir issu de la rébellion menée par Pierre Nkurunziza, président du Burundi depuis 2005.

Souvent recrutés parmi les jeunes Hutu et les anciens combattants, les membres de cette ligue de jeunesse font certes la claque dans les rassemblements officiels et mènent les campagnes en période électorale, mais ils sont surtout devenus de véritables auxiliaires de la police, en particulier dans la traque des opposants.

Qualifiés de «*milices*» par les Nations unies, les *Imbonerakure* sont présents sur chaque colline du Burundi. En partie armés, ils sont inégalement puissants dans les quartiers de Bujumbura et dans les provinces.

Pierre-Claver Mbonimpa, un défenseur des droits de l'homme aujourd'hui exilé, avait été emprisonné pour avoir dénoncé l'entraînement paramilitaire des *Imbonerakure*.

L'influence des jeunes du parti au pouvoir est telle que, dorénavant, les Burundais appellent «*Imbonerakure*» tout partisan du régime.

À LIRE, À VOIR...



BURUNDI, LA FRACTURE IDENTITAIRE / LE DÉFI DE L'ETHNISME, RWANDA ET BURUNDI
de Jean-Pierre Chrétien
(Éd. Karthala, 2002 et 2012).

Des travaux fondamentaux sur l'histoire burundaise récente, par un spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs.



PAWA, CHRONIQUES DES MONTS DE LA LUNE
de Jean-Philippe Stassen
(Éd. Delcourt, 2002).

Variation en bande dessinée sur la fin des années 1990 au Rwanda et au Burundi.



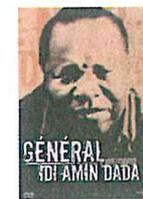
LA VIE ET DEMIE
de Sony Labou Tansi
(Éd. du Seuil, 1998).

Le poète congolais met en scène un pays africain imaginaire où règne la terreur d'État et où les morts ne sont jamais vraiment morts.



PETIT PAYS
de Gaël Faye (Éd. Grasset, 2016).

La chronique poignante d'une enfance à Bujumbura dont l'insouciance vole en éclat avec l'arrivée de la violence, celle du Burundi mais aussi du génocide au Rwanda si proche. Ce premier roman d'un artiste compositeur doué pour faire chanter les mots a été salué par le prix Fnac.



GÉNÉRAL IDI AMIN DADA, AUTO PORTRAIT
de Barbet Schroeder
(1974, en DVD).

Au plus près d'un des plus tyranniques despotes africains, le président ougandais Idi Amin Dada, Barbet Schroeder filme la folie du pouvoir personnalisée et la course vers le pire.